

unies par une allégeance commune à la Couronne et librement associées à titre de membres de la Communauté des nations britanniques». On reconnaissait aux gouverneurs généraux des Dominions, à tout égard essentiel, le même statut constitutionnel que la Couronne en Grande-Bretagne. La Conférence déclarait en outre: «le gouvernement de chaque Dominion a le droit de conseiller la Couronne sur toutes questions qui touchent à l'administration de ses affaires». A la suite de cette réunion importante, la stature et le statut du Canada au sein de la communauté internationale ont continué de grandir. Depuis la Conférence impériale antérieure (1923), le Canada concluait ses propres traités et avait établi ses propres missions diplomatiques à l'étranger. Le Statut de Westminster (1931) reconnaissait plus explicitement le principe de l'égalité de statut en abolissant les dernières restrictions à l'autonomie législative des pays du Commonwealth. Une autre évolution a découlé de la situation indépendante du Canada: aucune cause juridique inscrite au Canada après le 23 décembre 1949 ne pourrait faire l'objet d'un appel au Conseil privé de Londres et la Cour suprême du Canada est devenue le tribunal d'appel de dernière instance à l'égard de toutes les causes juridiques canadiennes.

Statut international du Canada.—L'évolution du statut international du Canada se traduit par l'expansion du ministère des Affaires extérieures. Un exposé de l'organisation et du développement de ce ministère paraît dans *l'Annuaire* de 1952-1953, pp. 105-108; un bref résumé en est donné à la page 134 du présent volume.

La section 1 qui suit porte sur la représentation diplomatique du Canada à l'extérieur et la représentation des autres pays au Canada. La section 2 traite de l'activité du Canada sur le plan international en 1964 et au début de 1965, plus précisément dans le cadre de sa participation au Commonwealth, à l'Organisation des Nations Unies et à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Les programmes internationaux d'aide économique font l'objet d'une sous-section. Bien que ces domaines soient considérés comme les plus importants aux fins de la présente publication, il convient de noter que l'activité du Canada dans d'autres domaines revêt aussi de l'importance. Le bulletin mensuel *Affaires Extérieures** présente un rapport de toute l'activité du ministère.

* En vente chez l'Imprimeur de la Reine, Ottawa. Abonnement, \$1 par année.

Section I.—Représentation diplomatique, 30 avril 1965

NOTA.—Pour les changements apportés à cette liste après le 30 avril 1965 et les noms des représentants actuels, voir *Représentants du Canada à l'extérieur* et *Représentants des autres pays au Canada*, publication trimestrielle qu'on peut obtenir de l'Imprimeur de la Reine, à Ottawa (prix 35c.).

1.—Représentation du Canada à l'extérieur

Pays et année d'établissement de la représentation	Titre du représentant	Adresse
Afrique du Sud.....1940	Ambassadeur.....	Suite 66, Standard General Bldg., 238, rue Vermeulen, Pretoria
Allemagne.....1950	Ambassadeur.....	Zitelmannstrasse 22, Bonn
Argentine.....1941	Ambassadeur.....	Bartolomé Mitre 478, Buenos Aires
Australie.....1939	Haut-commissaire.....	Av. du Commonwealth, Canberra
Autriche.....1952	Ambassadeur.....	49-51 Obere Donaustrasse, Vienne
Belgique.....1939	Ambassadeur.....	35, rue de la Science, Bruxelles
Birmanie.....1958	*Ambassadeur.....	a/s Haut-commissariat du Canada, 44, Ampang Rd., Kuala Lumpur, Malaisie
Bolivie.....1961	*Ambassadeur.....	a/s Ambassade du Canada, Edificio Boza, Carabaya 831, Plaza San Martin, Lima (Pérou)
Bésil.....1941	Ambassadeur.....	Avenida Presidente Wilson, 165, Rio de Janeiro
Cameroun.....1962	Ambassadeur.....	Immeuble Soppo Priso, rue Joseph-Clerc, Yaoundé

* Double accréditation; le représentant ne réside pas dans le pays.